Ziglôbitha,
Revue des Arts, Linguistique, Littérature & Civilisations
Université Peleforo Gon Coulibaly - Korhogo

La médiation religieuse : une approche critique des méthodes de résolution de conflit au sein de la *Jama at Tabligh* (1996-2020)[1]

Octavien Marc Aurèle N'DRI[2]
Université Félix Houphouët Boigny
ndrioctavienmarc@gmail.com

Résumé : Le présent article veut procéder à une analyse des formes de contestation de l'autorité et formuler une critique des voies de résolution de conflit en Islam, en s'inspirant de la situation que traverse actuellement la *Jama at Tabligh* en Côte d'Ivoire. Le mouvement est secoué par une crise de leadership survenue dans le principal centre de l'organisation en Inde. Celle-ci oppose l'arrière-petit-fils du fondateur, le jeune Maulana Saad à la vieille avant-garde du mouvement. Lorsque, le conflit atteint la Côte d'Ivoire, un comité de médiation et une intervention de militants du Tchad et de la France sont sollicités pour son dénouement.
Mais ils ne parviennent pas à réconcilier les prédicateurs ivoiriens. Le manque d'équité et le favoritisme dans les négociations ont conduit inéluctablement à la scission du mouvement.
Mots-clés : Côte d'Ivoire, Islam, Jama at Tabligh, Conflit, médiation.

Religious mediation: a critical approach to conflict resolution methods within the Jama at Tabligh (1996-2020)

Abstract : This aricle intends to contribute to an analysis of the forms of contestation of authority and a critic of the ways of resolving conflict in Islam. It inspired by the present situation of the *Jama at Tabligh* in Ivoiry Coast, affected by a leadership crisis that has occurred in the main center of organization in India. It opposes the great-grandson of the Jama at Tabligh founder, the young Maulana Saad and the eldest. When conflict reached Ivoiry Coast, a mediation commitee and intervention of Tchad and France militants are sollicited for resolving ivoirian crisis. However, they do not reach to reconcile the ivoirians preachers. The lack of equity and favoritism in negociations inevitably led schism in movement.

Keywords : Côte d'Ivoire, Islam, Jama at Tabligh, conflict, mediation

Introduction

La colonisation française a souhaité maintenir les musulmans ivoiriens hors de l'influence extérieure des nationalistes arabes et des mouvements panislamiques. Ainsi, elle a mis en place toute une armada de contrôles et de surveillance de l'islam (P. Marty, 1922 ; J. L. Triaud, 1974). Mais le retour en 1946 de Tiékoro Kamagaté[3] en Côte d'Ivoire, ouvre la voie à la diffusion d'un nouveau

[1] L'article a fait l'objet d'une communication au colloque international de Yamoussoukro intitulé : « conflits et réconciliations en Afrique à travers l'histoire » du 8 au 10 septembre 2021.
[2] Doctorant en Histoire contemporaine, option histoire des religions.
[3] Il est originaire de Marabadiassa. Il a passé sept années en Arabie Saoudite. C'est durant ce séjour qu'il s'est imprégné des idées réformistes.

courant islamique. Le réformisme[4] prend ancrage dans la ville de Bouaké, parmi les commerçants. Dans la suite, le mouvement se repend dans les villes situées sur l'axe ferroviaire (Dimbokro, Abidjan, Anyama…). Le retour des jeunes arabophones ivoiriens au pays après leur formation dans des universités arabo-musulmanes, donne un coup de fouet au mouvement. Lorsque survint l'indépendance de la Côte d'Ivoire en 1960, les réformistes sont engagés dans un conflit de positionnement avec les musulmans traditionalistes[5] (M. Miran, 1998, 2006). Houphouët Boigny entretiendra un flou dans sa politique envers les musulmans. Tantôt, il surveille leurs élites, tantôt, il collabore avec eux. C'est durant cette période que les missionnaires de la *Jama at Tabligh*[6] essaient de nouer des contacts avec leurs coreligionnaires ivoiriens. Les premiers prédicateurs arrivent en 1964 en Côte d'Ivoire (O. M. N'dri, 2018, p. 20). Cette mission ouvre la voie à plusieurs autres groupes de missionnaires venus, cette fois-ci, du Pakistan, de l'Arabie Saoudite et de certains Etats ouest-africains.

En 1984, les premières sections de la *Jama at Tabligh* sont installées en Côte d'Ivoire[7]. L'ouverture politique concédée par Houphouët Boigny en 1990, permet à la ramification locale de ce mouvement de dynamiser ses activités. Un centre et un conseil national sont alors créés pour assurer la gestion de l'organisation. Deux décennies seulement après, le conseil ivoirien est visité par une crise survenue au lendemain du décès de Maulana Zubairul Hassan[8]. En effet, les connexions[9] entre prédicateurs indiens et ivoiriens ont accéléré la déportation de la crise en Côte d'Ivoire. Elle oppose deux factions rivales : d'un côté, les partisans de l'arrière-petit-fils du fondateur de la *Jama at Tabligh*, Maulana Muhammad Saad et de l'autre, les aînés, connus sous le nom de l'*Aalami Shura*. En dépit des tentatives de conciliation, l'organisation finit par se scinder en deux.

[4] Courant de l'islam issu des réformes entreprises par certains érudits contemporains, à savoir Abu Ala Mawdudi, Muhammad Iqbal, Muhammad Abdul Wahhab. Il invite les musulmans à un retour aux sources originelles de l'islam, que sont le Coran et les traditions prophétiques. Il est anti-soufi.

[5] Le traditionalisme est un courant issu de la pratique des marabouts. Il reprend les pratiques islamiques des confréries musulmanes comme la *Tidjaniyya* et la *Qadiriyya*.

[6] Un mouvement transnational musulman né en Inde en 1926/1927. Son fondateur est Maulana Muhammad Ilyas. Il appartient au courant réformiste. Ses missionnaires sont très actifs dans la prédication itinérante, destinée à réislamiser les musulmans.

[7] Il s'agit des sections d'Abidjan, de Bouaké, de Gagnoa, de Daloa, Adzopé, Grand-Bassam.

[8] Né à kandhla en 1950, Maulana Zubairul Hassan est le fils de Maulana Inaamul Hassan. Il partage avec Maulana Saad la gestion de l'organisation en Inde. Il décède le 18 mars 2014.

[9] Les ivoiriens effectuent régulièrement des stages de formation en Inde. Ils participent tous les deux ans à une concertation mondiale au centre *Bangle Wali* à New Delhi. De son côté, les indiens envoient régulièrement des prédicateurs en Côte d'Ivoire pour former sur place les militants.

Le présent article s'intéresse à la problématique suivante : comment l'échec des médiations dans la résolution de la crise, opposant des frères rivaux a pu entraîner la scission de la *Jama at Tabligh* version ivoirienne ? L'article s'appuie sur les archives privées du mouvement, à savoir des rapports de réunion, des bilans statistiques et les enregistrements audio (discours, prêche…). Il repose également sur des enquêtes de terrain réalisé à Abidjan, à San Pédro, à Bouaké, à Abengourou et à Aboisso. De plus, les observations participantes aux diverses activités (rencontres à Yamoussoukro, Attécoubé, Bouaké et Abidjan) permettent de mieux saisir les contours de cette crise. Toutes ces données ont été confrontées, recoupées, puis classées par centres d'intérêts. Ce qui nous a permis d'en tirer ou dégager le plan ci-dessous. La première partie évoque les origines du conflit au sein de la *Jama at Tabligh* en Côte d'Ivoire. La seconde analyse les instruments de résolution du conflit et enfin, la dernière partie se consacre à la critique des procédés utilisés dans le cadre de la médiation.

1- Origines du conflit

Ce conflit tire ses origines de deux évènements dont l'un a lieu en Inde en 2014 ; et l'autre en Côte d'Ivoire en 1996.

1.1- Le désaccord au sujet de la gestion du mouvement

En 1993, Maulana Inaamul Hassan (1917-1995) met fin à l'ancien système de gestion de la *Jama at Tabligh*[10]. Il créé l'*Aalami Shura*, un collectif de dix militants, dont cinq indiens, quatre pakistanais et un bangladais est chargé de la direction internationale du mouvement (M. Y. Banda, 2017, p. 1). Après son décès en 1995, le comité indien alors composé de Maulana Saad, Zubairul Hassan, Umar palanpuri, Izharul Hassan et Miyan Ji Mehrab assure le fonctionnement du mouvement en Inde. Seulement, quelques années plus tard, trois de ces membres décèdent prématurément. Dorénavant, Maulana Saad et Zubairul Hassan se partagent la gestion du mouvement. Mais en Mars 2014, Zubairul Hassan meurt, laissant ainsi la direction de la *Jama at Tabligh* indienne à Maulana Saad. Les premières dissensions naissent en ce moment. En effet, Zuhairul Hassan, fils de Zubairul Hassan demande à intégrer le conseil. Il propose pour cela une reconstitution du conseil. Cependant, Saad refuse la proposition. Il envisage prendre seul les rênes du mouvement en Inde. En décembre 2014 lors de l'*Ichtima* (rassemblement annuel) de Bhopal, un désaccord naît entre Saad et Zuhairul, à

[10] Dans l'ancien système, le mouvement était dirigé par un responsable unique ou encore un *Hazrat Dji*. Le premier est Maulana Muhammad Ilyas, le second son fils Maulana Muhammad Youssouf et le troisième Maulana Inaamul Hassan.

propos de la répartition des activités[11]. En outre, les incidents vont s'enchainer par la suite (M. Y. Banda, 2017, p 13-15). D'abord, le 18 août 2015 au cours du rassemblement annuel de Jor en Inde, toujours pour le partage des programmes. Ensuite, le 20 août 2015 au centre de Nizamuddin à New Delhi, où de violentes discutes éclatent entre les sympathisants des deux factions. Et enfin, le 23 août 2015 lors de la concertation hebdomadaire des responsables au centre de Nizamuddin. Au cours de laquelle, Maulana Saad se serait proclamé leader de la *Jama at Tabligh* indienne. La situation reste extrêmement tendue entre les adeptes. Finalement, elle vire à l'affrontement. Le 19 juin 2016, les militants se réunissent au centre de Nizamuddin à New Delhi pour la rupture collective du jeûne et prendre part à la prière du soir. Ce jour, une dispute entre sympathisants se transforme en une rixe générale. La police est alertée pour intervenir au centre. Le bilan de la bagarre fait mention d'un mort et onze blessés (A. Afroz, A. Mirsab, 2016). Le lendemain, les responsables du mouvement proche de Zuhairul Hassan quittent le centre de Nizamuddin[12]. Ces derniers s'installent à la mosquée Nerul à Mumbai. Parallèlement, les responsables pakistanais tentent une médiation entre les deux fractions. Haji Abdul Wahhab[13] convoque les protagonistes le 19 novembre 2016 au rassemblement annuel de Lahore au Pakistan. Il tient une concertation avec tous les responsables indiens. En guise de solution, Haji Abdul Wahhab propose la reconstitution de l'*Aalami Shura*. Ainsi, La *Mashura* (concertation) autorise la nomination de treize membres, soit cinq indiens, cinq pakistanais et trois bangladais (M. Y. Banda, 2017, p. 15). La décision est acceptée par les partisans de Zuhairul Hassan. Par contre, Maulana Saad refuse la nouvelle configuration et s'auto-proclame cette fois ci leader mondial de la *Jama at Tabligh* (M. Y Banda, 2017, p. 16) Dès lors, le conflit prend alors une autre tournure. Il devient mondial et ne tarde pas à se répandre aux autres

[11] Il s'agit de deux activités hautement spirituelles, d'une part, le *Musafiha* (la poignée de main). Elle a lieu le dernier jour de la cérémonie. Le leader en question prend position sur l'estrade et serre la main des prédicateurs qui vont en retraite spirituelle. Et la lecture des bénédictions finales qui conclue les trois jours de rassemblement d'autre part.

[12] Ce sont Maulana Ahmad Laat, Maulana Ibrahim Gujurat, Cheikh Yacub, Maulana Ibrahim Dewla et de Maulana Zuhairul Hassan.

[13] Né le janvier 1923 à New Delhi, Haji Abdul Wahhab est une figure historique et emblématique de la *Jama at Tabligh* pakistanaise. Il rejoint le mouvement à l'époque de Maulana Muhammad Ilyas. IL prêta ensuite allégeance à Maulana Muhammad Youssouf. En 1992, il remplace Muhammad Bashir au poste de responsable de la *Jama at Tabligh* au Pakistan. Il occupe cette fonction jusqu'à sa mort en Novembre 2018.

ramifications[14]. En Côte d'Ivoire, ce conflit vient mettre à nue l'ossature déjà fragile du conseil national.

1.2- Un conseil ivoirien fragile, depuis l'affaire des faissallah

Le conseil ivoirien rencontrait d'énormes difficultés. La faute à une mésentente liée au rôle des conseillers. Plus connu sous le nom de l'affaire des *faissallah*, c'est l'affaire des décideurs, elle intervient quelques jours après le retour de formation des premiers prédicateurs ivoiriens de l'Inde en 1997[15]. Ils décident d'adopter le mode de fonctionnement du conseil indien en Côte d'Ivoire. La pratique donne cours à une restructuration du statut des membres du conseil[16]. Dorénavant, un petit nombre, soit environ une dizaine possède le *faissallah*, c'est-à-dire le droit de décision. Les autres sont relégués au second plan. La décision est aussitôt contestée par les conseillers exclus. Ils sollicitent une médiation des prédicateurs tchadiens et nigérians[17]. En revanche, aucune issue favorable ne résout immédiatement l'impasse. Par conséquent, les conseillers Ismaël Coulibaly et Aboubacar Coulibaly préfèrent se retirer de la direction du mouvement[18]. Tandis que, les autres resteront frustrés durant deux décennies[19]. D'ailleurs, lorsque le désaccord est résolu en 2016[20], la fracture interne au sein du conseil n'a pas totalement disparue. Car, les mêmes fractions se reconstituent lorsque le conflit indien prend pied en Côte d'Ivoire.

Les rumeurs au sujet du conflit se répandent assez rapidement via les réseaux sociaux et par le biais des militants, qui ont séjourné en Inde, Pakistan et Bangladesh. La crainte d'un déferlement d'informations souvent erronées conduit le conseil à entreprendre en janvier 2017 un voyage au Bangladesh et en

[14] Le conflit éclate au Bangladesh lors de l'organisation du rassemblement annuel de *Biswa* à Tongi en 2018. En Angleterre, c'est dans le centre national Ilyas ou la mosquée Abbey Mills. À ce niveau, le conflit devient identitaire. Car elle oppose les militants indiens et pakistanais.

[15] Entretien avec Y. FOFANA, le 17-Octobre-2017 à Cocody, Abidjan. Le groupe est composé de Soli Traoré, Ismaël Kouakou, Aboubacar Ouattara, Aboubacar Touré, Muhammad Hassan, Abdul Latif Maïga et Muhammad Shérif. Ils effectuent un séjour de sept mois en Inde.

[16] Auparavant, sur la vingtaine de membres que compte la *shura* (conseil), aucun n'a un statut privilégié. Ils ont tous la même responsabilité et la même autorité de décision.

[17] Ces deux pays jouent un rôle essentiel dans le développement de la *Jama at Tabligh* ivoirienne. Les prédicateurs ivoiriens vont se former dans ces deux pays. Ils sont aussi impliqués dans la création de la branche locale du mouvement.

[18] Entretien avec I. COULIBALY, le 24-Mars-2018 à Abobo Pk18, Abidjan.

[19] Entretien avec I. KOUE BI, le 07-Fevrier-2018 à Williamsville, Abidjan.

[20] Enregistrement audio, Rencontre entre les responsables partisans de l'*Aalami Shura* et les adeptes au sujet du schisme, Juin 2020 au centre de Williamsville. Précisons qu'entre temps, le conseil perd des membres, des cas de décès (Soli Traoré, Ismaël Kouakou, Aboubacar Ouattara), des cas de voyage (Muhammad Shérif et Nadjimudeen Ankalia). Lors d'une réunion du conseil, les exclus de 1997 sont réintroduits.

Inde[21]. Ils vont s'enquérir au sujet de la crise et aussi demander des conseils, concernant l'attitude à observer[22].

De retour à Abidjan, le conseil tient une concertation le 10 novembre 2017[23] et décide d'interdire les voyages des militants ivoiriens en Inde, de même que la mise à l'écart des certaines activités[24] pour un délai de trois ans. Cependant, La décision du conseil n'est pas suivie à la lettre par tous les adeptes. Car, certains prédicateurs continuent de se rendre en Inde. Cette situation provoque le courroux de Kipré Muhammad Gnaly. En effet, lors d'un prêche adressé le jour de l'*Etikaf* (activité qui a lieu tous les jeudis au siège national du mouvement), il fustige les attitudes et les initiatives de ces militants, allant jusqu'à les qualifiés de « traître »[25]. Devant l'insistance de certains militants, à propos de la réouverture des départs en Inde, cinq membres du conseil prennent l'initiative d'une seconde concertation. Elle a lieu le 18 octobre 2018 au centre de Williamsville[26]. Une décision contestée est rendue publique le 20 octobre 2018, par deux membres du conseil. De fait, Aboubacar Touré indique à l'auditoire la levée de l'interdiction de voyage en Inde. Mais quelques minutes plus tard, c'est autour d'Ibrahim Bamba de contester cette affirmation en soulignant que « nous nous sommes séparés en queue de poisson » [27]. Autrement dit, aucun consensus n'a été trouvé au sein du conseil, concernant les voyages en Inde. La controverse inaugure le début de la crise au sein du conseil ivoirien[28]. D'autant plus que, les

[21] Enregistrement audio, Rencontre entre les responsables partisans de l'*Aalami Shura* et les adeptes au sujet du schisme, Juin 2020 au centre de Williamsville. Ce sont au total cinq membres du conseil, à savoir Ibrahim Bamba, Imam Samassi, Kipré Muhammad Gnaly, Aboubacar Touré et Wendaogo Alassane qui effectuent le voyage.

[22] Certains adeptes affirment que c'est durant ce voyage que le choix de s'aligner derrière tel ou tel groupe aurait été fait. Car, de retour à Abidjan en 2017, aucune communication officielle n'a pu être délivrée par les cinq membres du conseil au sujet de la crise. Pourtant, le but du voyage était de réunir assez d'informations sur le conflit et par la suite informer les militants ivoiriens. Entretien avec M. AWOLABI, le 19-Novembre-2020, Adjamé Williamsville, Abidjan.

[23] Enregistrement audio, Rencontre entre les responsables partisans de l'*Aalami Shura* et les adeptes au sujet du schisme, Juin 2020 au centre de Williamsville.

[24] A la base, les programmes ont été introduits par Maulana Saad sans le consentement des autres responsables du mouvement. Il s'agit de l'enseignement (Taamir), la lecture du livre *Muntakab hadith* durant les sessions de formation, les prestations de sermon (Bay'at) et les cinq programmes de la maison.

[25] Discours de Muhammad Kipré Gnaly, Le non-respect de la décision du conseil, janvier 2019.

[26] Enregistrement audio, Rencontre entre les responsables partisans de Maulana Saad et les adeptes de Man au sujet du schisme, Avril 2021 à Man.

[27] Communiqué d'Aboubacar Touré et d'Ibrahim Bamba, centre national de Williamsville, le 19-Octobre-2018. Nous faisons partis de l'auditoire.

[28] Sur les douze membres du conseil, cinq soutiennent Maulana Saad (le G5). Tandis que les sept autres s'alignent du côté de l'*Aalami Shura* (G7).

membres du (G5) décident de prendre part à la concertation de l'Afrique au côté de Maulana Saad. Au total, une dizaine de militants effectue le voyage. Devant ce péril, un comité présidé par le docteur Sissoko Moussa[29], initie une série de médiation.

2. Tentatives de résolution du conflit au sein du conseil ivoirien

Deux missions de médiation sont conduites. L'une par les militants ivoiriens et la seconde par des prédicateurs venus de l'extérieur et le comité de sage.

2.1. La médiation ivoirienne et ses initiatives

Le docteur Sissoko Moussa convie les anciens membres du mouvement à une série de rencontres à Yamoussoukro. Les participants doivent proposer des solutions de sortie de crise. Au total, le comité de médiation tient trois réunions à Yamoussoukro. La première consultation a lieu 2 avril 2019 à la grande mosquée des 220 logements à Yamoussoukro[30]. Elle rassemble plus de soixante militants. Le rapport identifie neuf causes qui sont à l'origine du conflit[31]. En plus, de la crise en Inde, le rapport précise que « des décisions prises lors de la Shura (concertation) n'ont pas été pratiquées ou l'ont été partiellement »[32]. En fait, il s'agit de la décision prise le 10 novembre 2017 par le conseil ivoirien. Elle interdit pendant un délai de trois ans le déplacement des militants en Inde. En outre, les discours prononcés au centre par les responsables constituent également une raison du conflit. En termes de solution, les membres de la médiation proposent sept actions[33].

L'opération vise les adeptes et les responsables de la *Jama at Tabligh* ivoirienne. S'agissant des militants, le rapport stipule que : « entretenir un discours d'apaisement…à la *Markaz* (au centre), ainsi que dans nos villes, nos communes, nos *halaka* (circonscription) et nos *makamia* (mosquée) ». De plus, « éviter les échanges de SMS (messages écrits) et des messages vocaux ou vidéo sur les réseaux sociaux tendant à fragiliser d'avantage les actions de résolution de crise ». En d'autres termes, la médiation appelle les militants à plus de responsabilité. En effet, ils doivent impérativement être impartiaux. De même, il exige une retenue dans les discours adressés aux assemblées et surtout éviter de véhiculer les informations transmises par les militants des pays de la sous-région. Une autre action consiste à rencontrer les responsables du mouvement. D'abord,

[29] Il est le précurseur des activités de la *Jama at Tabligh* à Yamoussoukro.
[30] La mosquée des 220 logements est le centre principal de la *Jama at Tabligh* de Yamoussoukro.
[31] Rapport de réunion, Médiation du 13 au 14 avril 2019, Yamoussoukro (grande mosquée des 220 logements), 12 p.
[32] *Idem*, p 4.
[33] *Idem*, p 5.

le comité de médiation rencontre individuellement les membres du (G7). Ensuite, il organise une rencontre collective avec eux. Et enfin, une prise de contact téléphonique avec les membres du (G5) en voyage en Inde. Les médiateurs appellent les responsables à une décrispation des tensions, en adoptant un discours d'union.

La deuxième réunion du comité se déroule du 13 au 14 avril 2019 à Yamoussoukro. La situation s'est davantage dégradée, car les militants commencent à prendre parti dans le conflit. D'ailleurs, les discussions du comité sont plus portées sur leur implication. Dans le rapport de médiation, les médiateurs délivrent deux supports aux militants. Le premier support intitulé « feuille de route pour les responsables du district »[34], prévoit une panoplie d'action à réaliser par les responsables de chaque district[35]. Ils ont pour mission de rencontrer les adeptes de leur localité. D'un côté, ils informent les militants de la situation actuelle. Et de l'autre côté, ils communiquent les décisions de la médiation[36]. Le second rapport est intitulé « feuille de route pour les coudamas (adeptes) de quatre mois du district »[37]. Les décisions enjoignent ces prédicateurs à transmettre les informations dans les différentes mosquées et aussi annoncer les solutions proposées par la médiation. La troisième rencontre a lieu toujours à Yamoussoukro, le 30 juin 2019. Le compte rendu de la réunion dresse un bilan des rencontres avec les responsables et les dispositions à observer au cours des rassemblements annuels[38]. En effet, le comité visite les membres du (G5), récemment rentrés de voyage et les autres responsables du (G7). Ils exigent une reprise des réunions du conseil[39]. Par ailleurs, les médiateurs invitent tous les militants et les responsables à prendre part aux deux rassemblements annuels[40]. En dépit des initiatives du comité de médiation, les avancées observées sont

[34] Rapport de réunion, Médiation du 13 au 14 avril 2019, « feuille de route pour les responsables de district » Yamoussoukro, 5 p.

[35] La *Jama at Tabligh* de Côte d'Ivoire compte douze districts. Chaque district est dirigé par cinq responsables et un membre du conseil.

[36] Rapport de réunion, Médiation du 13 au 14 avril 2019, « feuille de route pour les responsables de district » Yamoussoukro, p 3-5.

[37] *Idem*, 7 p.

[38] Compte rendu de réunion, médiation du dimanche 30 juin 2019, Grande mosquée des 220 logements. A cette réunion, un grand nombre de militants impliqués dans les premières et deuxièmes médiations sont absents. Les discussions pour parvenir à un consensus sont virulentes. C'est peut-être à notre avis, un signe évident des dissensions internes au sein de la médiation.

[39] Les responsables organisaient séparément les réunions au centre. La médiation a donc demandé que tous les douze membres tiennent des réunions ensembles.

[40] Auparavant, un seul rassemblement était organisé dans le mois de Juillet. Mais, compte tenu de la crise, chaque groupe choisit d'organiser séparément son rassemblement. Le premier est organisé par le (G5), le 12 juillet à la mosquée Siaka Koné d'Abobo. Le second, par le (G7), le 19 juillet à Abobo N'dotré.

moins satisfaisantes. Les médiateurs décident de faire appel à d'autres interventions.

2.2. Les médiations extérieures et celles du comité de sage

A la différence du comité de médiation, la médiation extérieure[41] vise à contraindre les partisans de Maulana Saad à rejoindre l'équipe de l'*Aalami Shura*. Les actions sont dirigées par les responsables du Tchad, de la France[42] et le comité de sage de la *Jama at Tabligh* ivoirienne. A l'occasion du rassemblement annuel du 19 juillet 2019, les membres du (G7) invitent les responsables de la *Jama at Tabligh* tchadienne. Ils espèrent que leur arbitrage permettra un dénouement heureux à la crise. Dès leur arrivée au centre de Williamsville, les Tchadiens tentent une approche conciliante entre les deux groupes[43]. En effet, ils tiennent une assisse avec tous les membres du conseil ivoirien. Le discours est plus à la tolérance et surtout au rapprochement de tous les acteurs. Puis, ils invitent tous les membres du conseil au rassemblement annuel d'Abobo N'dotré[44]. Cependant, le discours délivré par Cheikh Ibrahim Agar accentue le fossé entre les membres du conseil. En effet, le 20 juillet 2019 à N'dotré, Ibrahim Agar revient sur les raisons du conflit. Ce dernier accuse Maulana Saad d'être le responsable de la crise, suite à son refus de reconnaître le conseil mis en place par Haji Abdul Wahhab[45]. De plus, il indique la position prit par les militants du Tchad, c'est-à-dire, soutenir les membres de l'*Aalami Shura*. Dès lors, Ibrahim invite les ivoiriens à prendre partir pour ces derniers.

A la suite du Tchad, un groupe de prédicateurs français conduit par Cheikh Younous arrive en Côte d'Ivoire en Décembre 2019. Younous rencontre tous les membres du conseil ivoirien. Il exige aux responsables de rejoindre le groupe de l'*Aalami Shura*[46]. Devant le refus des membres du (G5), Younous multiplie les interventions de soutien aux partisans de l'*Aalami Shura*. Dès lors, la situation devient extrêmement tendue à l'approche du rassemblement annuel de décembre 2019. Ce dernier est convoqué par le conseil de sage de la *Jama at Tabligh* ivoirienne. Il est sommé d'organiser le rassemblement et de rentrer en

[41] Il s'agit des prédicateurs venus de la France et du Tchad.
[42] Depuis 1997, les militants français ont été chargés d'initier les ivoiriens aux activités de la *Jama at Mastourate* (la cellule de la *Jama at Tabligh* réservée aux femmes).
[43] Enregistrement audio, Rencontre entre les responsables ivoiriens, partisans de l'*Aalami Shura* et les adeptes au sujet du schisme, Juin 2020 au centre de Williamsville.
[44] Les cinq responsables, partisans de Maulana Saad déclinent l'invitation au rassemblement.
[45] Discours d'Ibrahim Agar, les raisons du conflit au sein de la *Jama at Tabligh*, le 19 juillet 2019, N'dotré. Selon les statistiques de la *Jama at Tabligh*, 3000 militants ont assisté à ce rassemblement.
[46] Enregistrement audio, Rencontre entre les responsables ivoiriens, partisans de l'*Aalami Shura* et les adeptes au sujet du schisme, Juin 2020 au centre de Williamsville.

France. En Mars 2020, le comité de sage prend le relais[47]. Il convoque séparément deux rencontres avec les protagonistes à la Riviéra II[48]. Puis, il publie une note, le 12 mars 2020 au centre du mouvement sis à Williamsville[49]. Toutefois, la tension ne faiblit pas. Un troisième courrier est remis aux membres du (G5) le 16 mars 2020[50]. Ils sont conviés encore une fois à une assise avec le comité de sage. Finalement, ils décident de ne pas participer à la réunion et quittent le centre national de Williamsville le 22 mars 2020. Le groupe ouvre un centre rival dans la commune d'Abobo N'dotré. Malgré, les tentatives de conciliation, la *Jama at Tabligh* ivoirienne finit par se scinder en deux groupes. Les raisons se trouvent inévitablement dans les actions entreprises lors des missions de médiation.

3. Insuffisances de l'instrument de résolution du conflit

Les défaillances se situent à deux niveaux, d'une part, un affaiblissement du comité de médiation dû à l'alignement des militants, et le manque d'impartialité des médiateurs d'autre part.

3.1. Des médiateurs partisans

A l'ouverture des réunions de médiation à Yamoussoukro, nombreux sont les militants qui ont pris part à la première séance. Mais progressivement, l'engouement a commencé à baisser. La faute à une instrumentalisation des médiateurs. Le fonctionnement[51] actuel du mouvement a permis aux conseillers d'accroitre leur influence parmi les militants. Ils utilisent ces liens pour recruter parmi les adeptes des sympathisants. A l'aide de messages vocaux, d'enregistrements audio diffusés via les réseaux sociaux et même durant les discours délivrés au centre de Williamsville, « ils encouragent les adeptes à choisir leur camp de façon voilée, en indexant dans les discours le camp rival »[52]. D'ailleurs, ils parviennent à faire baisser le nombre de participants aux réunions

[47] Ce comité de sage est composé de quatre principaux mécènes du mouvement. Il s'agit de Dagnogo, de Koné Béma, de Tidjiane et Bemba.
[48] Courrier du 6 mars 2020, lettre d'invitation du comité de sage.
[49] Courrier du 12 mars 2020, les décisions du comité de sage. Le contenu de la lettre stipule que les décisions prises par le conseil, portant interdiction des voyages en Inde et retraits des activés décidées 10 novembre 2017 doivent être respectées.
[50] Courrier du 16 mars 2020, invitation des membres du (G5).
[51] La *Jama at Tabligh* commence dès 2002 à centraliser son organisation. Les unités administratives (secteurs et des zones) voient le jour. De plus en 2018, de nouvelles unités administratives (les districts) naissent afin d'assurer une gestion plus efficace du mouvement. Au total, douze districts sont créés. Ces ramifications sont administrées par un collectif de militants, cinq au total, qui relèvent directement d'un membre du conseil national.
[52] Entretien avec M. AWOLABI, le 19-Novembre 2020, Adjamé Williamsville, Abidjan.

de médiation[53]. Les militants finissent par prendre part aux activités de mobilisations entamées par chaque clan. A partir de juin 2019, les différents groupes entament des tournées à l'intérieur du pays[54]. Durant ces voyages, ils sont accompagnés par des militants de la base. En plus, à chaque étape du périple, les conseillers organisent des rencontres avec les militants de la localité. A l'image de celle organisée le 09 juin 2019 à la grande mosquée de la commune d'Attécoubé, ces rassemblements servent de cadre d'invitation des responsables locaux. Leur effet est immédiat.

Plusieurs responsables locaux commencent à se ranger derrière un clan. Les premiers à s'illustrer sont les responsables de district d'Abobo[55]. Après avoir pris parti pour le (G5), les militants d'Abobo commencent à orienter les militants des villes de l'intérieur vers les mosquées de ladite commune, au détriment du centre national de Williamsville[56]. A Bouaké, les responsables interdissent l'accès au centre régional du quartier Maroc aux partisans ivoiriens de Maulana Saad. Ces derniers prennent parti pour le (G7). Pareil, situation est observée à San Pédro. L'un des responsables du district finit par s'aligner du côté du (G5)[57]. Certaines villes comme Aboisso jouent la carte de la neutralité[58]. Mais dans le fond, les adeptes sont partagés entre les deux clans. En réalité, le double jeu des médiateurs a anéanti le rapprochement entre les deux groupes protagonistes. Outre, les trois rencontres de médiation, aucune autre initiative n'a été organisée par les médiateurs ivoiriens. Les militants s'en remettent aux médiateurs venus d'autres pays et au comité de sage. Mais, leur démarche scelle définitivement le sort de la *Jama at Tabligh* ivoirienne.

3.2. *Le favoritisme dans les négociations*

Les actions des négociateurs ne permettent pas un rapprochement entre les membres du conseil. Au contraire, elles creusent le fossé entre eux. Car, les médiateurs apportent leur soutien au (G7). Pareil pour le comité de sage. Les prédicateurs tchadiens ont toujours gardé de très bonne relation avec les

[53] La première médiation (2 avril) 2019 réunit environ cent vingt militants. Seulement soixante assistent à la seconde (13 et 14 avril 2019). A la dernière 30 Juin 2020, une trentaine de militants prennent part à la réunion.

[54] A l'approche des rassemblements de décembre et de juillet, chaque clan mobilise les militants et effectuent des tournées dans la quasi-totalité des districts.

[55] Entretien avec B. DJIBO, le 06-Avril 2021, au quartier HKB, Abengourou.

[56] Au lieu de recevoir les conseils d'usage qui précède le départ des groupes en retraite spirituelle au centre de Williamsville, le groupe de Djibo se retrouve à Abobo. Aussi, leur itinéraire est modifié par les responsables de ladite commune.

[57] Entretien avec A. TONDOSSAMA, le 10-Juin 2021 au quartier Colas, San Pedro.

[58] Entretien avec K. SAHOUN, le 30-Juin 2020 au quartier Konankan, Aboisso.

responsables du Pakistan au détriment de ceux Nizamuddin en Inde[59]. Aussi, lorsque Maulana Saad décide d'inclure le nouveau programme d'enseignement (le *Taamir*) en 2006, les responsables Tchadien décident de ne pas l'appliquer[60]. De plus, ils refusent également d'utiliser le livre de *hadith* (propos du prophète) nommé *Muntakab Hadith* au cours des sessions d'enseignement, comme recommandé par Maulana Saad. Les militants du Tchad suivent à la lettre les recommandations édictées par Haji Abdul Wahhab. Ainsi, quand la médiation entreprit par Haji Abdul Wahhab échoue, le Tchad rompt ses relations avec les occupants du centre de Nizamuddin. Le cas de la France est à quel que près similaire.

Le conflit crée d'énormes malentendus au sein du conseil français. A l'inverse du Tchad, où toute la direction du mouvement se range du côté de l'*Aalami Shura*, le conseil national français est divisé en deux clans. Tandis que le clan dirigé par cheikh Younous apporte son soutien à l'*Aalami Shura*, celui du cheikh Hisham rejoint Maulana Saad[61]. Pourtant, le comité de médiation fait appel à cheikh Younous. Dès son arrivée en Côte d'Ivoire, les négociateurs utilisent des moyens subversifs pour tenter de rapprocher les membres du conseil ivoirien. Au départ, ils jouent le jeu de l'apaisement en organisant des assises avec tous les membres du conseil. Ces derniers essaient subtilement de convaincre les membres du (G5) à rejoindre les rangs de l'*Aalami Shura*. Mais, devant leur refus, ils choisissent d'annoncer publiquement leur soutien à l'*Aalami Shura* et tente de discréditer les partisans de Maulana Saad. Cependant, le résultat produit est tout autre. En fait, les partisans de Saad décident peu à peu à se replier dans la commune d'Abobo où ils sont majoritaires. Et lorsque, le conseil de sage de la *Jama at Tabligh* ivoirienne intervient dans le conflit, la séparation est déjà actée. Les mécènes, en exigeant le respect des décisions prises par le conseil le 10 novembre 2017, affichent leur soutien aux membres du (G7). Les partisans de Saad n'apprécient guère cette décision. Dès lors, ils déclinent la deuxième invitation du comité de sage. Finalement, il abdique et quitte le centre de Williamsville. En somme, les interventions des émissaires est l'élément déclencheur du schisme au sein de la *Jama at Tabligh* ivoirienne. Au lieu d'œuvrer au rapprochement des membres du conseil, ils ont préféré soutenir un clan au

[59] Les pakistanais sont les précurseurs des activités *Tabligh* au Tchad. Aussi, les tchadiens formaient la grande partie de leurs militants au Pakistan

[60] Sékou SAHADE, Bilan statistique régional de la *Jama at Tabligh*, 2009, Rassemblement du Nigeria.

[61] Enregistrement audio, Rencontre entre les responsables ivoiriens, partisans de l'*Aalami Shura* et les adeptes au sujet du schisme, Juin 2020 au centre de Williamsville.

profit de l'autre. Leurs actions ont accéléré le départ des membres du (G5) du centre national.

Conclusion

Le conflit au sein de la *Jama at Tabligh* en Côte d'Ivoire tire son origine d'une situation née en Inde. En fait, deux systèmes d'organisation s'opposent au sein de la *Jama at Tabligh*. D'un côté, Maulana Saad, arrière-petit-fils du fondateur du mouvement souhaite assurer seule la direction du mouvement (l'hérédité), tandis que l'*Aalami Shura* ambitionne une gestion élargie à treize membres. Ainsi, lorsque la crise se répand en Côte d'Ivoire à partir de 2017, les dissensions au sein du conseil ivoirien apparaissent. Les militants se proposent pour résoudre le conflit. D'abord, le comité de médiation organise des rencontres à Yamoussoukro dans le but de rapprocher les responsables ivoiriens. Ensuite, les militants venus du Tchad et de la France proposent une solution de sortie de crise. Et enfin, le comité de sage tente aussi un règlement du conflit. Cependant, leurs actions contribuent à la désagrégation du mouvement.

La faute à une instrumentalisation du comité de médiation par les membres du conseil. Les membres du comité de médiation finissent par s'allier derrière chaque clan. Les négociations entreprissent par les militants tchadiens, français et le comité de sage accentuent d'avantage le désaccord entre les membres. Car, ces derniers prennent partis pour les partisans de l'*Aalami Shura* et négocient discrètement pour faire fléchir les partisans de Saad. Le refus de ces derniers conduits inéluctablement à la scission du mouvement. Désormais, la compétition entre les deux fractions de la *Jama at Tabligh* ivoirienne est intense.

Sources et bibliographie

Archives privées de la *jama at tabligh*

Compte rendu de réunion, Médiation du 13 au 14 avril 2019, Yamoussoukro, 12 p.

Courrier du 6 mars 2020, Lettre d'invitation du comité de Sage.

Courrier du 12 mars 2020, Les décisions du comité de Sage.

SAHADE Sékou (Séguéla), Bilan statistique national de la *Jama at Tabligh*, 2018.

Sources orales

Discours de KIPRE Muhammad, le non-respect de la décision du conseil, janvier 2018, centre national de Williamsville.

Discours de AGAR Ibrahim, Les raisons du conflit au sein de la *Jama at Tabligh*, juillet 2020, N'dotré (Abidjan).

Enregistrement audio, Rencontre entre les responsables de l'*Aalami Shura* et les adeptes au sujet du schisme, Juin 2020 au centre de Williamsville.

Enregistrement audio, Rencontre entre les responsables ivoiriens, partisans de Maulana Saad et les adeptes de Man au sujet du schisme, Avril 2021 à Man.

AWOLABI Mory, adepte *Tabligh* d'Abobo et commerçant, les dissensions au sein du conseil, le 22-Octobre-2020 au centre national de Williamsville (Abidjan) de 22h 05 à 23h 58

BAYOULOU Issa, adepte *Tabligh* de Bouaké, la crise au sein de la *Jama at Tabligh*, le 27-Août-2020 à Tabako (département de Bouaké) de 16h 14 à 18h 30

COULIBALY Ismaël, 52 ans, ancien membre du conseil de la *Jama at Tabligh*, les raisons de son retrait au sein du conseil, le 24-Mars-2018 à Abobo (Abidjan) de 18h 15 à 19h 28

DJIBO Brahima, instituteur et adepte *Tabligh*, les dissensions au sein du conseil, le 06-Avril-2021 au quartier HKB (Abengourou), de 19h 40 à 20h 32

FOFANA Youssouf , 48 ans, enseignant chercheur à l'IPNEPT et adepte *Tabligh*, l'organisation de la *Jama at Tabligh*, l'affaire des *faissallah*, Le 17-Octobre-2017 à Cocody (Abidjan) de 6h 36 à 8h49

KOUE BI Ismaël, enseignant et adepte *Tabligh*, la direction de la *Jama at Tabligh* en 1997, le 07-Février-2018 à Abidjan de 11h20 à 12h00

SAHOUN KOUAME, adepte *Tabligh*, la crise au sein de la *Jama at Tabligh*, le 30-Juin-2020 à Aboisso de 19h40 à 20h30

TONDOSSAMA Ahmed, adepte *Tabligh*, la crise au sein de la *Jama at Tabligh*, le 10-Juin-2021 à San Pédro de 16h 18 à 17h 50

Bibliographie

AFROZ, Alam et MIRSAB, Ahmad 2016, « tussle over tablighi jama at global leadershiplead to violence » in *twocircles.net*, disponible sur http://twocircles.net/2016/1466780333.html, consulté le 11-08-2021 à 15h 20.

BANDA, Muhammad Yacub, 2017, *Tabligh markaz : hazrat Nizamuddin Delhi, few facts ! Few historical events !* Trad., par CHOUDHRY, Amanatullah, New Delhi, Madrassa Kassiful Uloom, 48 p.

MIRAN Marie, 2006, *Islam, histoire et modernité en Côte d'Ivoire*, Paris, Karthala, 546 p.

_____, 1998, « Le wahhabisme à Abidjan: dynamisme urbain d'un Islam réformiste en Côte d'Ivoire contemporaine (1960-1996) » in *Islam et Société au Sud du Sahara*, n°12, p. 5-73.

N'DRI, Octavien Marc, 2018, *La Jama at Tabligh : dynamique d'un groupe musulman à Abidjan (1964-2006)*, Mémoire de Maîtrise, Département d'Histoire, Université Félix Houphouët Boigny, 152 p.

MARTY Paul, 1922, *Etudes sur l'islam en Côte d'Ivoire*, Paris, Ernest Leroux, 495 p.

TRIAUD Jean Louis, 1974, « lignes et forces de pénétration de l'Islam en Côte d'Ivoire » in *Revue des Etudes Islamiques*, XLII/ 1, Paris, Librairie Paul Geuthner, p. 123-160.